



HAL
open science

Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans de 1989 à 2023 : un enjeu mémoriel et politique

Martin Lefranc

► To cite this version:

Martin Lefranc. Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans de 1989 à 2023 : un enjeu mémoriel et politique. Histoire@Politique : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2023, 50. hal-04355426

HAL Id: hal-04355426

<https://hal.science/hal-04355426>

Submitted on 26 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Histoire Politique

Revue du Centre d'histoire de Sciences Po

50 | 2023

**Les droites dans les Amériques aux XXe et XXIe siècles : entre
démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie**

Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans de 1989 à 2023 : un enjeu mémoriel et politique

*The Fêtes de Jeanne d'Arc in Orleans (1989-2023): A Memorial and Political
Issue*

Martin Lefranc



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/14433>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Ce document vous est offert par Fondation nationale des sciences politiques



Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2023.

Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans de 1989 à 2023 : un enjeu mémoriel et politique

The Fêtes de Jeanne d'Arc in Orleans (1989-2023): A Memorial and Political Issue

Martin Lefranc

- 1 La libération d'Orléans par Jeanne d'Arc au printemps 1429 figure parmi les événements les plus célèbres de l'histoire de France. La perpétuation de sa mémoire par la ville est en revanche bien moins connue : à la procession organisée en 1430 a succédé une commémoration annuelle, dont le cérémonial s'est progressivement enrichi, résistant à l'usure de six siècles d'histoire¹. Les « Fêtes johanniques », ou « Fêtes de Jeanne d'Arc », forment aujourd'hui un rite qui s'étale de la fin du mois d'avril au début du mois de mai. Tous les ans, elles rassemblent une partie de la population orléanaise autour de défilés civils, religieux et militaires, et de nombreuses festivités. Ces fêtes ne sont pas qu'un simple hommage à la libératrice d'Orléans : organisées par une multitude d'acteurs et d'actrices, elles attirent et fédèrent des publics très différents, qui en comprennent les codes ; elles constituent un moment central de la vie locale et contribuent à la construction d'un sentiment d'appartenance à la cité. Pour les maires et leurs invités, qui peuvent être des personnalités politiques de premier plan, elles sont l'occasion de réaffirmer des principes de rassemblement et d'afficher un consensus². Selon la fiche réalisée lors de leur première inscription à l'Inventaire national du Patrimoine culturel immatériel en 2018, les fêtes ont pour objectif de « dépasser les clivages idéologiques partisans », et de s'opposer aux « tentatives d'instrumentalisation politique³ » du personnage de Jeanne d'Arc.
- 2 Comme l'a montré Antoine Prost, historien et ancien adjoint au maire d'Orléans, au XX^e siècle, la municipalité a souhaité perpétuer, à travers cet hommage, une tradition républicaine de dévotion à l'héroïne⁴. Orléans, ancien bastion radical, a vu se succéder à sa tête des maires de centre gauche et de centre droit, souvent présentés comme des « modérés⁵ ». Alors qu'à l'échelle nationale, Jeanne d'Arc est de plus en plus souvent

considérée comme le bien exclusif de mouvements nationalistes⁶, ces maires ont attribué à leur ville un rôle défensif contre son instrumentalisation par l'extrême droite⁷, dont les scores aux élections locales demeurent assez faibles⁸.

- 3 L'extrême droite est ici entendue comme une famille politique héritière d'une tradition antirépublicaine et contre-révolutionnaire, tributaire des renouvellements apportés par les ligues, de l'expérience du fascisme, de Vichy et de la collaboration. Depuis 1945, elle s'incarne dans une pluralité de groupements politiques de tendances diverses, le plus puissant étant depuis les années 1980 le Front national (FN) puis le Rassemblement national (RN), aujourd'hui l'un des principaux partis de France⁹. Malgré la diversité de ses courants, l'extrême droite est dotée d'un fonds culturel commun, socle d'une identité partisane, qui s'incarne dans un « répertoire d'action¹⁰ » spécifique. Elle n'en demeure pas moins une nébuleuse dont les contours sont parfois difficiles à saisir et qui, localement, peut prendre des formes diverses. À Orléans, ce sont les milieux catholiques qui fournissent le gros de ses troupes, mais sans pour autant former un groupe très structuré¹¹.
- 4 L'ensemble des mouvements que nous qualifions d'« extrême droite » conçoivent la société comme un organisme vivant – reposant sur l'ethnie, la nationalité ou la race – perçu au prisme de la décadence¹²; de ce fait, leurs pratiques militantes tendent à valoriser un passé fantasmé qu'il s'agirait de retrouver. C'est pourquoi Jeanne d'Arc tient une place majeure dans les récits de la nation proposés par les différents courants d'extrême droite¹³. Depuis les années 1900, elle est l'objet d'une dévotion de l'Action française (AF), qui défile chaque deuxième dimanche de mai dans les rues de Paris en son honneur¹⁴. Ce défilé royaliste est rallié à partir de 1979 par les militants du Front national de Jean-Marie Le Pen¹⁵. Fort d'une exposition croissante, ce dernier décide d'organiser sa propre « Fête de Jeanne d'Arc », chaque 1^{er} mai, à partir de 1988. Il se démarque ainsi de certains groupes qu'il ne juge plus fréquentables ; en même temps, il cherche à rassembler massivement pour concurrencer le défilé intersyndical de la Fête des travailleurs. Très médiatisée, la commémoration annuelle de la place des Pyramides à Paris attache solidement, dans l'imaginaire collectif, la figure de Jeanne d'Arc au Front national.
- 5 Pour cette étude, nous mobiliserons les sources de la presse locale, mises à disposition de façon presque exhaustive par le Centre Jeanne d'Arc à Orléans¹⁶, et complétées ponctuellement par des articles de la presse nationale. Les discours officiels des maires et de leurs invités, prononcés chaque 8 mai devant plusieurs milliers de personnes, seront également analysés, tout comme les archives des procès-verbaux du conseil municipal, accessibles aux archives municipales. Enfin, nous avons sollicité Jean-Pierre Sueur, ancien maire, et Bénédicte Baranger, présidente de l'association Orléans Jeanne d'Arc, qui joue un rôle de premier plan dans l'organisation des festivités, et mené avec eux des entretiens semi-directifs¹⁷.
- 6 Étudier le rapport de l'extrême droite à Jeanne d'Arc, en ne se limitant pas à l'hommage parisien de l'Action française ou du FN¹⁸, permet d'éclairer la façon dont se constitue et évolue une culture politique, qui se cristallise dans des rituels, des cérémonies, des discours et des manifestations, cet aspect pratique de la culture politique d'extrême droite étant encore trop peu étudié par l'historiographie¹⁹. Nous voudrions montrer comment la commémoration orléanaise permet de mettre en lumière certaines mutations des usages politiques de la figure de Jeanne d'Arc par l'extrême droite durant les dernières décennies.

- 7 Les fêtes sont un prétexte pour une extrême droite non orléanaise, qui y intervient ponctuellement, mais elles sont autrement menacées par des militants locaux, qui tendent à s'approprier leur organisation.

Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans : une opportunité pour des groupes d'extrême droite exogènes

- 8 À Orléans, le Front national n'a jamais eu accès à la tribune officielle des festivités, qui lui est d'ailleurs explicitement interdite. Chaque année, les maires et les invités martèlent leur opposition à la commémoration du 1^{er} mai. La ville cherche à faire de sa fête le lieu d'un hommage qui se veut authentique, par opposition à l'utilisation de l'héroïne par le Front national. Dès son premier discours en tant que maire, place Sainte-Croix, le 8 mai 1989, Jean-Pierre Sueur déclare aux Orléanais, et sous le regard approbateur de son invité, le président Mitterrand, que « Jeanne d'Arc appartient au peuple de France tout entier. Nul ne peut se l'approprier. Nul n'a le droit de l'annexer, et surtout pas les adeptes de la xénophobie²⁰ ». Partant, il faudra comprendre comment l'extrême droite, ciblée par l'hommage orléanais, parvient à y trouver un espace d'expression.
- 9 Jean-Pierre Sueur (Parti socialiste), maire rocardien, universitaire, linguiste et spécialiste des écrits de Charles Péguy²¹, affiche un attachement tout républicain à la figure de Jeanne d'Arc. La fermeté avec laquelle il s'oppose aux usages nationalistes du récit johannique, tant dans le discours que par le choix de ses invités, fait d'Orléans le lieu principal, en France, de la perpétuation d'une mémoire républicaine de l'héroïne, alors que son culte officiel est délaissé par les pouvoirs publics²². Année après année, l'épopée johannique est associée à des thèmes compatibles avec l'idéologie républicaine, comme la construction européenne ou la défense des droits des femmes. Invitée par le maire socialiste en 1998, Ségolène Royal, alors ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, tisse un continuum entre l'action de la libératrice d'Orléans et la lutte pour le « suffrage universel et le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes²³ ».
- 10 La démarche de Jean-Pierre Sueur, qui laisse peu de place aux interprétations nationalistes, est reprise, avec toutefois moins de constance, par ses successeurs. Pendant les mandats de Serge Grouard (Rassemblement pour la République, de 2001 à 2015 et depuis 2020) et d'Olivier Carré (Les Républicains, puis La République en marche, de 2015 à 2020), l'antinationalisme reste un marqueur des discours des maires et de leurs invités, en particulier lorsque les fêtes subissent les attaques d'une extrême droite non orléanaise. De ce fait, sans appui politique local, cette dernière ne peut s'afficher que par des irruptions bruyantes. Ces interventions n'ont qu'une incidence mineure sur le bon déroulement des fêtes.
- 11 Ainsi, en 1990 a lieu un épisode marquant pour les observateurs. Michel Rocard, Premier ministre socialiste, est l'invité du maire, dont il partage la vision du personnage de Jeanne d'Arc²⁴. Dans un contexte tendu²⁵, il fait annoncer que son discours du 8 mai aura pour objet « l'unité nationale » face au « détournement » de Jeanne d'Arc par le Front national²⁶. Or, plusieurs dizaines de militants d'extrême droite se regroupent place Sainte-Croix, face à la tribune officielle, huent Jean-Pierre Sueur, puis le Premier ministre, aux cris de « Rocard-Nucci, tous pourris ! », « Mitterrand, fous

le camp ! » et « Rocard, démission ! ». Des bouteilles sont même lancées en direction de la tribune, tandis qu'une échauffourée éclate entre les manifestants et la police²⁷.

- 12 Alors que les témoignages outrés se succèdent, les regards se tournent vers le Front national, accusé d'avoir organisé cette intrusion. La section locale du parti nie toute implication, tout en soutenant les perturbateurs. Après enquête, il s'avère que cet incident a été essentiellement causé par des militants du Parti des forces nouvelles, un mouvement d'inspiration néofasciste, fondé en 1974 par d'anciens membres du Front national ; ceux-ci sont arrivés à Orléans le matin du 8 mai²⁸. Ils se présentent comme des « déçus du socialisme », et se réclament du « peuple de France ». Les jours qui suivent, des personnalités de tous bords se disputent sur le sens à donner à cet événement. Les réactions des élus Union pour la Démocratie française (UDF) et Rassemblement pour la République (RPR) vont de la condamnation sans équivoque à la justification²⁹. De leur côté, les socialistes accusent la droite de complicité avec l'extrémisme violent. Jean-Pierre Sueur cible directement le FN, à un moment où l'on sait, pourtant, que le parti de Jean-Marie Le Pen n'est pas impliqué dans cette affaire :

« Nous savons maintenant avec certitude qu'il s'agit d'un commando organisé du Front national. [...] [I]l s'agit, pour cette faction fascisante, de s'approprier le symbole de Jeanne d'Arc. C'est tout le sens de la manifestation organisée le 1^{er}-mai à Paris. Le Front national, de surcroît, voudrait chercher à empêcher une ville comme Orléans de célébrer Jeanne d'Arc³⁰. »

- 13 Or, même si l'action a visiblement été préparée, son caractère circonstanciel saute aux yeux : la figure de Jeanne d'Arc est presque absente des actes et des discours de militants qui sont surtout venus pour interpeler le Premier ministre et signifier leur rejet de la classe politique, dans un contexte porteur d'antiparlementarisme. La commémoration orléanaise est envisagée comme une tribune, comme le font d'autres groupements politiques. Cette provocation brutale se différencie toutefois par son ampleur. Pour les militants, il s'agissait de troubler le séjour de l'invité, mais le fait que l'on commémore la libératrice d'Orléans a certainement constitué une motivation supplémentaire.
- 14 Le souvenir de l'accueil réservé à Michel Rocard reste dans la mémoire des journalistes de la presse locale, qui, lors des éditions suivantes, s'inquiètent d'une possible réédition. En réalité, le seul événement comparable a lieu en 2001. L'invité est alors Michel Barnier, commissaire européen ; à son arrivée, il reçoit une tarte à la crème en plein visage. Le coupable, immédiatement arrêté et jugé, est un militant parisien de l'Action française, pour qui « mêler l'Europe et Jeanne d'Arc constitue une injure à la libératrice d'Orléans³¹ ». Une nouvelle fois, c'est une extrême droite exogène qui intervient, sur le mode très médiatique du « coup de poing ».
- 15 Depuis lors, la présence d'une extrême droite non orléanaise n'est plus attestée ; mais l'hommage n'en demeure pas moins scruté par une nébuleuse, qui revendique ponctuellement un droit de regard sur son déroulement. Dans les années 2010, le mode d'action « coup de poing » est transposé sur les réseaux sociaux, qui deviennent, à plusieurs reprises, le lieu d'attaques racistes visant à intimider certains acteurs et actrices. Ainsi, en 2015, l'invitée, Audrey Pulvar, essuie des injures de la part d'internautes visiblement choqués qu'une femme non blanche puisse être associée à la libératrice d'Orléans³².
- 16 En 2018, a lieu une polémique au retentissement national. Comme chaque année, une jeune femme est désignée pour incarner Jeanne d'Arc. L'élue de l'année, Mathilde Edey

Gamassou, est métisse, et subit une déferlante raciste sur la toile³³. Certains internautes voient dans ce choix le signe de la progression d'un multiculturalisme qui mettrait en péril les traditions françaises. Pour eux, « Jeanne d'Arc » devrait être blanche, et ne saurait être issue de l'immigration récente. L'affaire fait les gros titres de la presse locale et nationale pendant plusieurs jours. La vague de haine contre Mathilde Edey Gamassou suscite de nombreuses prises de position : Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, lui apporte « tout [son] soutien », et réfère à la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. Une enquête préliminaire pour « provocation publique à la discrimination et la haine raciale » est ouverte par le procureur d'Orléans³⁴.

- 17 Le rôle de l'extrême droite dans ce harcèlement est ambigu. La plupart des commentateurs attribuent ce déferlement raciste à la « fachosphère », une nébuleuse de sites et de comptes qui diffuse une propagande réactionnaire sur les réseaux sociaux³⁵. De fait, le choix d'une jeune métisse pour représenter la libératrice d'Orléans est interprété comme un problème politique, en premier lieu par des sites identitaires, qui sont ensuite relayés par des anonymes³⁶. Cependant, des figures de l'extrême droite prennent la parole pour défendre Mathilde Edey Gamassou, comme Marine Le Pen ou Philippe de Villiers. En mai, Eugénie Bastié, journaliste proche de La Manif pour Tous, lui consacre un long article élogieux dans *Le Figaro*³⁷, puis Charlotte d'Ornellas dresse ses louanges dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*³⁸. La sincérité de tels hommages n'est pas contestable : elle s'explique d'abord par le fait que Mathilde Edey Gamassou a donné tous les gages pour représenter Jeanne d'Arc, notamment en exhibant sans complexe sa foi catholique³⁹.
- 18 Cette controverse fait écho à la polémique xénophobe qui avait entouré la nomination de Sophie Medeiros vingt-cinq ans plus tôt⁴⁰ : certains Orléanais considéraient que les origines portugaises de la jeune femme la rendaient illégitime. Mais cette fois-ci, l'affaire déborde la sphère locale, les réseaux sociaux jouant un rôle amplificateur déterminant. La polémique s'appuie sur le puissant ressort raciste d'une partie de la population, dans un contexte de montée en puissance de mouvements légitimant l'expression publique d'opinions discriminatoires à l'échelle nationale⁴¹. Les militants s'offusquent d'une supposée « propagande prométissage, début d'une tentative de transformer l'histoire en un récit où ce seront les Arabes et les Noirs qui ont fait l'histoire de France⁴² ».
- 19 Toutefois, on ne peut pas comprendre un tel emballement sans prendre en compte le regain d'activité notable, au moins depuis 2012-2013, de groupes d'extrême droite locaux qui ont été les premiers à faire du choix de Mathilde Edey Gamassou un objet d'indignation. Certains accusent nommément une adjointe au maire, Béatrice Odunlami, de faire la promotion du « métissage béninois, en lien avec La République en marche ou la franc-maçonnerie⁴³ », car elle est originaire du même pays que le père de Mathilde ; ces allégations racistes font alors l'objet d'une deuxième plainte. Finalement, la plus grande partie du personnel politique local a fait bloc derrière les victimes de cette opération d'intimidation ; à Orléans, les offensives d'une extrême droite allogène prennent donc surtout la forme de coups d'éclat sans lendemain. Mais cette polémique d'ampleur nationale a eu des résonances dans la sphère politique orléanaise. Cela incite donc à étudier la pénétration de certaines thématiques portées par l'extrême droite à l'échelle locale, et à en mesurer le rôle dans l'évolution des Fêtes de Jeanne d'Arc.

Une implication croissante de l'extrême droite locale : le symptôme d'une appropriation des fêtes

- 20 L'arrivée au pouvoir du maire chiraquien Serge Grouard en 2001 ne bouscule pas les habitudes d'un électorat orléanais modéré. Ville d'immigration, Orléans n'en est pas moins le foyer historique de vieilles familles aristocrates et bourgeoises, marquées par le catholicisme, très impliquées dans le réseau associatif et dans les manifestations qui rythment la vie de la commune, comme les Fêtes de Jeanne d'Arc⁴⁴. Ce réseau familial est largement acquis à la cause du nouveau maire, qui bénéficie plus largement des voix des commerçants, artisans et professions libérales, surreprésentés dans la commune⁴⁵.
- 21 Au sein de cet électorat marqué à droite, une frange plus radicale peut être qualifiée d'extrême droite. Elle se structure d'abord autour des quelques familles apparentées à l'Action française, historiquement implantée à Orléans⁴⁶. Surtout, elle s'appuie sur les réseaux d'un catholicisme traditionaliste très vigoureux⁴⁷. Les traditionalistes orléanais se réunissent dans plusieurs paroisses du centre-ville aisé, comme Notre-Dame-de-Recouvrance⁴⁸ ou Saint-Paterne. Plusieurs personnalités connues de l'extrême droite française sont issues de cette fraction des milieux catholiques orléanais, comme la journaliste Charlotte d'Ornellas, qui a représenté Jeanne d'Arc lors des fêtes de 2002, ou Adélaïde Pouchol, porte-parole de la Marche pour la vie⁴⁹.
- 22 Or, les différents éléments de la droite orléanaise trouvent dans la personnalité de Serge Grouard un porte-parole. Celui-ci se distingue par une politique sécuritaire énergique⁵⁰. Réélu en 2008 puis en 2014, il crée une « délégation à la lutte contre l'immigration clandestine », visant à pallier « le laxisme de l'État » en utilisant les « quelques compétences » de la mairie contre ce qui est identifié comme un problème de premier ordre⁵¹. En 2016, alors que Serge Grouard n'est plus maire, il publie, sur les réseaux sociaux, une « lettre aux Musulmans de France », dans un contexte marqué par des attentats meurtriers :
- « Vous êtes nouveaux sur la terre de France. À ce titre [...], vous devriez avoir plus de devoirs que de droits [...]. C'est d'abord à vous de vous adapter à nous et non pas l'inverse. [...] Beaucoup de Français en ont assez. Attention, ce peuple tolérant est aussi violent et il l'a montré dans son histoire⁵². »
- 23 En dépit des polémiques suscitées par de telles prises de position, la popularité de Serge Grouard n'est pas entamée à Orléans, de sorte qu'il fait son retour à la mairie en 2020. L'édile a, au contraire, répondu aux attentes d'un électorat qui se déplace vers la droite, notamment à partir de la décennie 2010.
- 24 À Orléans, la mobilisation de 2012-2013 contre la loi élargissant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe a été très suivie⁵³. Elle a donné une visibilité inédite à des militants qui placent la défense d'une conception chrétienne traditionnelle de la famille au cœur de leur engagement politique. C'est le cas de François Moury, l'un des leaders du mouvement, et futur président de France Souveraineté, association d'extrême droite organisant des conférences autour de la défense de « la France dans son identité, son histoire, sa culture, sa souveraineté⁵⁴ ». C'est également en 2013 que le Renouveau français, groupuscule se réclamant du pétainisme, installe une antenne dans le Loiret⁵⁵. Une nébuleuse se structure ainsi autour de quelques personnes, puisant dans la frange la plus radicale des réseaux catholiques orléanais. Si elle reste très minoritaire, son émergence et sa visibilité révèlent un glissement vers la droite d'une partie de

l'électorat orléanais. Il n'est pas rare de constater des trajectoires militantes qui évoluent entre droite et extrême droite, comme celle de Valentin Blelly, jeune militant du Front national en 2014-2015, devenu responsable des jeunes Républicains pour le Loiret, avant de quitter le parti pendant la campagne présidentielle de 2022 pour devenir coordinateur départemental de Reconquête, parti du polémiste Éric Zemmour⁵⁶.

- 25 Le déroulement des festivités repose largement sur un réseau d'associations liées à l'aristocratie et à la bourgeoisie catholiques de la ville, lesquelles possèdent *de facto* un droit de regard sur leur format. De ce fait, l'étude des festivités orléanaises donne un aperçu de la progression, dans la sphère politique locale, d'une forme de conservatisme. L'association la plus impliquée est « Orléans Jeanne d'Arc », créée en 1979. Elle a un poids médiatique important ; elle organise une partie des festivités et participe à la désignation de la jeune femme incarnant l'héroïne, qu'elle mène en pèlerinage au mois de février sur les principaux lieux de l'épopée johannique⁵⁷.
- 26 Ce choix suscite d'incessants débats. Les critères de sélection, particulièrement stricts, conduisent à désigner des jeunes femmes issues du même milieu social. Pour « être Jeanne d'Arc », il faut habiter Orléans ou une commune limitrophe depuis au moins dix ans⁵⁸, être scolarisée dans un lycée orléanais, être catholique baptisée et pratiquante, et avoir un engagement associatif comme le scoutisme ou toute forme d'« aide aux autres ». Malgré une volonté affichée d'élargir l'accès à cette charge, le jury est limité par ses propres critères. Pour certains Orléanais, les fêtes sont considérées comme la chasse gardée d'une élite catholique conservatrice⁵⁹. En réalité, les festivités de mai sont un élément de socialisation spécifique à la jeunesse catholique orléanaise : les parents préparent leurs filles à candidater au rôle de figurante de l'héroïne. L'ouvrage publié, en 2019, par la journaliste Marine Tertrais⁶⁰, vante les « valeurs » (courage, foi, humilité, patriotisme...) que permet d'acquérir l'exercice de cette charge, et donne à lire quelques témoignages d'anciennes « Jeanne », qui présentent leur expérience comme fondatrice pour leur vie d'adulte.
- 27 En outre, le poids des élites catholiques locales dans l'organisation des fêtes leur confère une religiosité qui tranche avec l'officialité d'un événement coorganisé par un pouvoir laïc. La place du religieux dans son déroulement est, de ce fait, un objet de discorde. En 2005, une première controverse éclate, résultant du choix des organisateurs d'agrémenter le défilé commémoratif d'une halte, durant laquelle la « Jeanne d'Arc » fait, en public, une prière pour la jeunesse chrétienne⁶¹. Après une polémique, un compromis est trouvé, de sorte que la séquence de prière n'interfère pas avec le défilé commémoratif auquel participent de nombreuses personnalités officielles⁶². Il est frappant de constater que l'organisation d'une prière lors du cortège commémoratif a déjà soulevé une querelle, au début du XX^e siècle, dans le contexte de la promulgation de la loi relative à la séparation des Églises et de l'État. Le compromis trouvé avait alors, à l'inverse, tendance à invisibiliser le religieux : le clergé, qui priait dans le cortège, se voyait empêché de s'arrêter pour le faire⁶³.
- 28 Ce débat révèle, par conséquent, un certain nombre de lignes de fracture autour de la perception de la place du religieux dans les manifestations publiques orléanaises⁶⁴ : il établit un précédent, qui autorise à brouiller la limite déjà floue entre le laïc et le religieux. Il s'inscrit en cela dans une longue suite de polémiques : la dernière en date, et peut-être la plus violente, a porté sur l'adoption par le conseil municipal d'une « charte sur la laïcité » en décembre 2020. Parmi ses préconisations, cette charte

enjoint les élus en fonction à respecter « la neutralité républicaine lors des cérémonies religieuses », cette règle n'autorisant qu'une « seule exception », à l'occasion des manifestations religieuses organisées lors des Fêtes de Jeanne d'Arc⁶⁵. Dans un contexte post-électoral agité, cette charte soulève un débat extrêmement houleux. Au conseil municipal, l'opposition de gauche, qui reproche à la majorité de faire « des exceptions à la laïcité », quitte la séance avant son adoption⁶⁶. Cette charte et les conflits qu'elle a provoqués sont symptomatiques d'un retour d'une religiosité ostensible dans l'hommage à Jeanne d'Arc.

- 29 Aussi, cette évolution dans le déroulement des fêtes, déjà largement associées à la tradition et au conservatisme, ne peut se comprendre sans considérer le contexte national de grande tension autour du thème de la laïcité : la fin de l'année 2020 est marquée par des attentats meurtriers et par une polémique autour de la proposition de loi « confortant les principes de la République », dite « loi séparatisme ». La commémoration devient le lieu d'une résistance, voire d'une contre-offensive, d'une frange de la population, face aux attaques supposées d'un parti de la « repentance », qui voudrait porter atteinte aux traditions séculaires de la France⁶⁷. Le discours de Serge Grouard à l'ouverture des Fêtes de Jeanne d'Arc en 2021 en témoigne :

« Il nous faut défendre [...] l'histoire de France. [...] [C]ette histoire, je la fais mienne, je la revendique ! Et je récusé la conjugaison des ignorances et des haines qui voudraient nous en priver pour je ne sais quelle repentance, quel oubli, quel déni. Et je fais mienne la grande histoire de France des rois capétiens à Jeanne d'Arc, des soldats de l'an II à l'Armée des ombres, de Napoléon à de Gaulle⁶⁸. »

- 30 En désignant un nouvel adversaire, Serge Grouard fait évoluer le sens politique donné aux fêtes, qui, si elles conservent une fonction défensive – cette fois contre la gauche antiraciste – n'ont plus pour objet d'opposer un contre-modèle au récit d'extrême droite de l'épopée johannique. L'affaiblissement de la vocation antinationaliste de l'hommage à Jeanne d'Arc crée alors un appel d'air pour des groupes d'extrême droite locaux.
- 31 En 2021, la pandémie de covid-19 contraint les fêtes à un format réduit. Certaines cérémonies se déroulent sans public, mais sont filmées dans le but de réaliser un documentaire sur la chaîne de France 3 Centre-Val de Loire. Le défilé commémoratif est quant à lui annulé⁶⁹. Les festivités débutent dans une ambiance de discorde autour de la place du religieux dans le cérémonial. Déjà mis en cause pour sa ligne conservatrice, le maire Serge Grouard choisit Charlotte d'Ornellas comme voix off pour le documentaire⁷⁰. Informée après coup, la direction de France 3 refuse de le diffuser, la ligne éditoriale du film étant trop ostensiblement à droite : Charlotte d'Ornellas est une « personnalité connue, proche de la droite identitaire », et le temps de parole de Serge Grouard y est trop important, alors que la campagne des élections départementales et régionales doit s'ouvrir⁷¹. Habitué de la chaîne CNEWS, le maire d'Orléans dénonce cette « censure » sur le plateau du journaliste Pascal Praud, qui dévoile en direct le nom du directeur de France 3 Centre-Val de Loire. Ce dernier subit aussitôt une vague de harcèlement sur les réseaux sociaux, et reçoit des menaces de mort par téléphone⁷² ; il porte plainte, avec le soutien d'élus de gauche et des syndicats, qui dénoncent un « lynchage en place publique⁷³ », orchestré par Serge Grouard et Pascal Praud.
- 32 C'est dans ce contexte que, le 8 mai, l'association France Souveraineté organise une manifestation dans les rues d'Orléans, pour combler le vide laissé par l'annulation du défilé commémoratif. D'abord présenté comme un « hommage des Orléanais à sainte Jeanne d'Arc », le rassemblement doit changer de dénomination, la préfecture ayant

refusé d'approuver toute manifestation en l'honneur de la libératrice de la ville : il devient un défilé « contre les mesures de lutte contre l'épidémie⁷⁴ ». L'appel à manifester est entendu par l'ensemble de l'extrême droite orléanaise. L'un d'entre eux est arrêté par la police et reçoit une amende pour « port ou exhibition publique d'emblème rappelant une organisation criminelle » : il avait une croix gammée tatouée sur le bras⁷⁵.

- 33 Au même moment, les intermittents du spectacle orléanais, qui occupent le théâtre, défilent eux aussi, en pastichant les codes de la commémoration. Les deux manifestations s'évitent, mais, dans la nuit du 8 au 9 mai, les occupants du théâtre subissent une violente intrusion d'individus masqués, qui agressent physiquement plusieurs personnes⁷⁶. Les auteurs sont issus du groupe qui s'est réuni l'après-midi même sur la place du Martroi, et qui aurait peu apprécié le détournement de l'héroïne par des acteurs du jeu politique plutôt classés à gauche⁷⁷.
- 34 Ces événements contribuent à entretenir un climat politique délétère. Au conseil municipal, le fossé se creuse entre l'opposition de gauche d'une part, qui a boycotté les fêtes depuis l'affaire du documentaire, et la majorité d'autre part, qui ne s'estime pas responsable des menaces de mort reçues par le directeur de France 3 Centre-Val de Loire. La gauche accuse Serge Grouard d'avoir instauré, depuis le conflit autour de la charte sur la laïcité, un climat de polémique latent autour des fêtes, et, par ce biais, d'avoir laissé la porte ouverte à l'expression des opinions les plus extrêmes⁷⁸. La séance du 20 mai 2021 tourne court, l'opposition ayant décidé de quitter l'hémicycle après que le maire a attaqué personnellement, de façon très virulente, une conseillère municipale communiste⁷⁹.
- 35 Cet état de tension qui entoure l'organisation et la tenue des Fêtes de Jeanne d'Arc est alors inédit. Il est directement lié à des tentatives d'ingérence de l'extrême droite locale dans leur déroulement. Ses militants y trouvent un espace d'expression qu'ils n'avaient pas auparavant : Orléans a momentanément perdu sa fonction défensive face aux usages nationalistes de Jeanne d'Arc. Les festivités de 2022 et de 2023 étaient placées sous le signe du retour au consensus ; de fait, elles n'ont pas été émaillées d'incidents comme les années précédentes. Les principaux sujets de dispute restent cependant en suspens : la place du religieux dans la commémoration, la représentativité sociale des participants et l'indulgence de la mairie face à la poussée de l'extrême droite dans sa cité⁸⁰.

Conclusion

- 36 Aux yeux des organisateurs des fêtes, la crise de 2021 est un épiphénomène, qui ne révèle rien de l'évolution de l'hommage orléanais à Jeanne d'Arc⁸¹. De fait, il n'est pas possible de dire que les fêtes sont désormais acquises aux idées d'extrême droite. Toutefois, l'étude de leurs mutations sur trois décennies montre l'affaiblissement de leur vocation antinationaliste. Si les fêtes ont toujours bien résisté aux tentatives d'ingérence de l'extrême droite non orléanaise, elles sont ponctuellement investies par une extrême droite locale, qui renouvelle ses formes d'action, et qui bénéficie d'une visibilité et d'une légitimité renforcées. Ce travail appelle à penser l'existence, à l'échelle locale, de passerelles entre droite et extrême droite, alors que la catégorisation politique a moins de valeur que celle qui prévaut à l'échelle nationale. Le terrain mémoriel peut fournir des points de rencontre entre les différentes composantes de la

droite, particulièrement dans un contexte de conflits mémoriels qui déchirent la société française. Les mobilisations de 2020, dans le sillage du mouvement Black Lives Matter, qui a conduit à plusieurs dégradations de statues⁸², ont généré une contre-mobilisation d'une droite groupée dans la défense de repères mémoriels dont elle craint la disparition. Localement, on observe une contre-offensive parfois violente, comme quand des manifestants d'extrême droite ont fait face à la mobilisation antiraciste lilloise voulant s'en prendre à la statue de l'ancien administrateur colonial Louis Faidherbe en juin 2020⁸³. Cette riposte prend aussi des formes officielles : lorsque le RN administre une ville, et y mène un combat culturel⁸⁴, ou lorsque la droite au pouvoir s'y associe, cette entreprise réactionnaire, en s'institutionnalisant, se banalise incontestablement.

NOTES

1. Christian Renoux a mis en lumière la transmission de la mémoire johannique dans l'espace orléanais à l'époque moderne (« La mémoire de Jeanne d'Arc, libératrice d'Orléans, à l'époque moderne : un culte civique entre histoire et religion », dans Pierre Allorant, Noëlline Castagnez (dir.), *Mémoires des guerres : le Centre-Val de Loire de Jeanne d'Arc à Jean Zay*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 207-235).
2. Pierre Allorant et Yann Rigolet ont publié un recueil commenté des discours des maires et invités des fêtes : *Voix de fêtes. Cent ans de discours aux Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans 1920-2020*, Orléans, Corsaire, 2020.
3. Olivier Bouzy et al., *Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans*, Orléans, Inventaire national du Patrimoine culturel immatériel, 2018, p. 1.
4. Antoine Prost, « Jeanne d'Arc à la fête. Identité collective et mémoire à Orléans depuis la Révolution française », dans Christophe Charle (dir.), *La France démocratique : combats, mentalités, symboles. Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 379-395. Éminent chercheur, Antoine Prost est également un acteur engagé ; chargé de mission auprès du Premier ministre Michel Rocard entre 1988 et 1990, il participe également à la majorité socialiste qui dirige Orléans entre 1989 et 2001.
5. Jacques Debal, *Orléans : une ville, une histoire*, tome II : *De 1598 à 1998*, Orléans, X-nova, 1998. Jean-Pierre Sueur présente, lui aussi, sa ville comme « fondamentalement modérée ». Entretien avec l'auteur, Orléans, 20 mars 2023.
6. Gerd Krumeich, *Jeanne d'Arc à travers l'histoire*, 2^e éd., Paris, Belin, 2017.
7. Yann Rigolet, *Jeanne d'Arc ou l'étonnante pérennité d'un mythe à Orléans, de 1945 à nos jours*, mémoire de maîtrise (dir. Jean Garrigues), Université d'Orléans, 2003, p. 79-101.
8. Aux élections municipales, le Front/Rassemblement national obtient 6,64 % des voix en 1989, 8,28 % en 1995 puis 10,31 % en 2014. Le parti ne présente pas de liste en 2001, 2008 et 2020. Malgré une bonne implantation dans le Loiret, le FN/RN n'a jamais obtenu de scores importants à Orléans lors des élections nationales.
9. Il existe plusieurs définitions de « l'extrême droite », et l'emploi même de cette taxinomie est sujet à débats. Voir Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », dans Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 13-29. À nos yeux, du moins pour le cas français,

« l'extrême droite » se démarque également par une culture et un « répertoire d'action » spécifiques.

10. Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporain en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, n° 1, 1984, p. 89-108.

11. L'association France Souveraineté, issue du catholicisme local, cohabite avec des sections de mouvements nationaux comme l'Action française ou la Cocarde étudiante. Certains militants appartiennent à plusieurs de ces organisations ; les rencontres et passerelles sont nombreuses. Voir *infra*.

12. Nous nous fondons ici sur la définition de Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

13. Michel Winock, « Jeanne d'Arc », dans Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, III : *Les France*. 3. *De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992, p. 674-733. Voir aussi Philippe Contamine, « Jeanne d'Arc dans la mémoire des droites », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, 2^e éd., Paris, Gallimard, 2006, 3 vol., p. 399-435.

14. Gerd Krumeich, « Maurras, les maurrassiens et Jeanne d'Arc », dans Olivier Dard et alii (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, vol. III : *Le maurrassisme et la culture*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 197-207.

15. Voir Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Paris, Seuil, 2014 ; *Id.*, « Jeanne d'Arc... le FN d'hier à aujourd'hui », *Derrière le Front* [en ligne], 2015 : <https://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/2015/05/02/jeanne-darc-le-fn-dhier-a-aujourd'hui.html> [lien consulté le 30 avril 2023].

16. Le Centre Jeanne d'Arc est un centre de recherche et de documentation financé par des fonds municipaux, dont le rôle est de récolter toutes les publications et toutes les sources écrites disponibles sur le personnage de Jeanne d'Arc, et, *a fortiori*, sur les fêtes orléanaises.

17. Nous avons également cherché à joindre Serge Grouard, mais nous n'avons pas reçu de réponse.

18. Ces manifestations annuelles sont d'ailleurs peu connues, et mériteraient une étude à part entière.

19. Danielle Tartakowsky pouvait ainsi souligner le manque d'intérêt de la recherche historique pour l'usage de la manifestation de rue par les droites, élément pourtant essentiel de leur répertoire d'action. *Les droites et la rue*, Paris, La Découverte, 2014, p. 7. URL : <https://www.cairn.info/les-droites-et-la-rue--9782707178176.htm> [lien consulté le 18 mai 2023].

20. Centre Jeanne d'Arc, Discours de Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans, 8 mai 1989.

21. Jean-Pierre Sueur insiste sur sa « dette » à l'égard de Charles Péguy, écrivain orléanais, auteur de deux ouvrages sur Jeanne d'Arc (Charles Péguy, *Jeanne d'Arc*, Paris, Librairie de la Revue socialiste, 1897 ; *id.*, *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1910), et en fait une clé d'explication de sa fidélité aux fêtes. Entretien avec l'auteur, Orléans, 20 mars 2023.

22. Yann Rigolet, *op. cit.*, p. 100.

23. Centre Jeanne d'Arc, Discours de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, 8 mai 1998.

24. Jean-Pierre Sueur est un proche de Michel Rocard, qu'il a connu au Parti socialiste unifié dès 1967. Entretien de Jean-Pierre Sueur avec l'auteur, Orléans, 20 mars 2023.

25. Son gouvernement est en mauvaise posture, en raison du non-lieu rendu un mois plus tôt par la Haute Cour de justice dans l'affaire Nucci, du nom d'un ancien ministre socialiste de la Coopération accusé de détournement de fonds et de faux en écritures. Le Premier ministre est accusé par ses opposants d'avoir fait ingérence dans la procédure judiciaire.

26. Yves Mary, « Michel Rocard célèbre Jeanne d'Arc », *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 7 mai 1990.

27. Entretien de Jean-Pierre Sueur avec l'auteur, Orléans, 20 mars 2023.

28. « Des commandos du P.F.N.E. à Orléans », *La République du Centre*, 10 mai 1990. On ne peut savoir avec certitude si ces militants sont réellement issus du Parti des forces nouvelles, d'autant plus que ce sigle rappelle celui du Parti nationaliste français et européen (PNFE), groupuscule néonazi alors très actif. La nuit du 8 au 9 mai 1990, quelques heures après le discours de Michel Rocard, l'un de ses membres profane le cimetière juif de Carpentras, provoquant une polémique nationale.
29. Le conseiller général RPR, Éric Doligé, charge le « discours orienté » du Premier ministre, tandis qu'Antoine Carré, alors ancien député UDF, justifie l'agression : « On est encore dans un pays où on a le droit de s'exprimer ! » « Réactions », *La République du Centre*, 9 mai 1990.
30. Denis Léger, « À Orléans, les 561^{es} fêtes johanniques maltraitées par l'extrême droite », *La République du Centre*, 10 mai 1990.
31. « Indigeste "tarte à la crème" », *La République du Centre*, 9 mai 2001.
32. Il lui est également reproché son engagement à gauche et sa relation passée avec le socialiste Arnaud Montebourg. Aurore Malval, « Audrey Pulvar, comme un étendard », *La République du Centre*, 6 mai 2015.
33. Lilian Maurin, Nicolas Da Cunha et Johnny Roussel, « Jeanne d'Arc entend les voix de la raison », *La République du Centre*, 23 février 2018.
34. Marie-Estelle Pech, « La Jeanne d'Arc désignée à Orléans victime de racisme », *Le Figaro*, 24 février 2018.
35. *Ibid.* Voir Dominique Albertini et David Doucet, *La fachosphère : comment l'extrême droite remporte la bataille d'Internet*, Paris, Flammarion, 2016.
36. Parmi les premiers médias à s'être emparés de « l'affaire », le site identitaire « fdesouche ». Les médias Radio Courtoisie et *Polémia* sont également en pointe. Camille Galic, « Jeanne d'Arc métisse. À quand Omar Sy en Saint Louis ? », *Polémia* [en ligne], 11 mai 2018 : <https://www.polemia.com/jeanne-darc-metisse-a-quand-omar-sy-en-saint-louis/> [lien consulté le 10 mai 2023]. Le polémiste Renaud Camus dénonce dans son journal un « piège diabolique » tendu par les « remplacistes » : <https://www.renaud-camus.net/journal/2018/02/23> [lien consulté le 10 mai 2023].
37. Eugénie Bastié, « "Je ne suis pas Miss Jeanne d'Arc !" », *Le Figaro*, 1^{er} mai 2018.
38. Charlotte d'Ornellas, « "Le seul vrai sujet, c'est Jeanne !" », *Valeurs actuelles*, 3 mai 2018.
39. Ce sont surtout les militants identitaires qui considèrent la couleur de peau de Mathilde Edey Gamassou comme un problème politique. Pour ceux dont l'engagement politique est plus marqué par la religion catholique, comme Charlotte d'Ornellas, ce critère n'est pas prioritaire pour évaluer la légitimité de la jeune femme.
40. « Jeanne l'immigrée saluée par l'évêque », *La République du Centre*, 9 mai 1993.
41. Philippe Corcuff, *La grande confusion. Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021.
42. Marie-Estelle Pech, « La Jeanne d'Arc désignée à Orléans victime de racisme », *op. cit.*
43. Florent Buisson, « "Il faut aussi prendre du recul" », *La République du Centre*, 23 février 2018.
44. Olivier Bouzy et al., *Les Fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans*, *op. cit.*, p. 17.
45. Le récent ouvrage d'Antoine Prost met en lumière les permanences sociologiques de la société orléanaise (*Orléans 1911. Sociologie d'une ville*, Paris, CNRS Éditions, 2022).
46. C'est notamment le cas de la famille Lemaigen. Yves Lemaigen (1915-1997) fut avocat et conférencier de la Restauration nationale, mouvement héritier de l'AF. Il est ensuite devenu un cadre de la Nouvelle Action française (NAF), mouvement issu d'une scission avec la Restauration nationale en 1971. Son fils Guy a lui aussi été membre de la NAF, bientôt renommée Nouvelle Action royaliste. L'Action française dispose d'une section locale qui subsiste autour de quelques militants.
47. Les liens entre les milieux catholiques et les droites ont fait l'objet d'une littérature scientifique récente. Voir Yann Raison du Cleuziou, *Une contre-révolution catholique. Aux origines de*

la Manif pour tous, Paris, Seuil, 2019 et Yann Raison du Cleuziou et Florian Michel (dir.), *À la droite du Père : les catholiques et les droites de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2022.

48. Mourad Guichard, « À Orléans, un prêtre agressé par un jeune catholique intégriste », *Libération* [en ligne], 10 mars 2014 : https://www.liberation.fr/societe/2014/03/10/a-orleans-un-pretre-moderne-agresse-par-un-jeune-catholique-integriste_985932/ [lien consulté le 10 mai 2023].

49. Rémi Yang, « Adélaïde Pouchol, la perle des anti-IVG », *Streetpress* [en ligne], 2019 : <https://www.streetpress.com/sujet/1557840006-adelaide-pouchol-perle-anti-ivg-catho-extreme-droite> [lien consulté le 30 avril 2023].

50. Charles Guyard, « La sécurité comme credo », *Le Point*, 10 mars 2022.

51. Joseph Korda, « À Orléans, le maire UMP veut chasser les clandestins », *L'Humanité*, 8 avril 2014.

52. « Une lettre aux Musulmans de France, de l'ex-maire d'Orléans Serge Grouard, fait polémique », *La République du Centre*, 9 avril 2016.

53. Le mouvement des Veilleurs y a, par exemple, eu une importance notable. Cette mobilisation se prolonge en 2020-2021 dans l'opposition à la loi bioéthique. Nicolas Da Cunha, « Les opposants à la PMA dans la rue à Orléans », *La République du Centre*, 10 octobre 2020. Sur ce mouvement, voir Magali Della Sudda, « Des "Veilleurs" aux "Sentinelles". Structuration d'un groupe local, dynamiques transnationales et action collective européenne », dans Olivier Dard et Bruno Dumons, *Droites et catholicisme en France et en Europe des années 1960 à nos jours*, Lyon, Chrétiens et Sociétés, 2022, p. 181-198.

54. « Qui sommes-nous ? », sur *France Souveraineté* [en ligne], 2019 : <https://france-souverainete.fr/qui-sommes-nous/> [lien consulté le 30 avril 2023].

55. Pascale Auditeau, « Un camp nationaliste à Ouzouer/Trézée », *La République du Centre*, 27 juillet 2013.

56. David Creff, « Le trentenaire, ex-encarté RN et Reconquête, veut "rétablir le dialogue avec les citoyens" », *La République du Centre*, 14 janvier 2023.

57. Entretien de Bénédicte Baranger avec l'auteur, Orléans, 3 avril 2023.

58. Jusqu'en 2006, la jeune femme devait être née à Orléans.

59. Anne-Marie Coursimault, « Les animations johanniques ne sont pas à la fête », *La République du Centre*, 6 juin 2007.

60. Marine Tertrais, *Être Jeanne d'Arc. Des valeurs pour la jeunesse de notre temps*, Paris, Artège, 2019.

61. Anne-Marie Coursimault, « Les nouveautés religieuses aux Fêtes johanniques dérangent », *La République du Centre*, 11 mai 2005.

62. *Id.*, « La chevauchée de Jeanne d'Arc se veut un hommage à la jeunesse chrétienne », *La République du Centre*, 2 mai 2006.

63. Antoine Prost, « Jeanne d'Arc à la fête », *op. cit.*

64. Sur ce sujet émergent en histoire, voir Élise Boillet et Gaël Rideau (dir.), *La visibilité du religieux dans l'espace urbain de l'Europe moderne*, Rennes, PUR, 2021.

65. « Charte sur la laïcité » sur *Orléans Métropole* [en ligne], 2020 : https://www.orleans-metropole.fr/fileadmin/orleans/MEDIA/document/mairie_citoyen/conseil_municipal/Charte_laicite.pdf [lien consulté le 13 mai 2023]. Il s'agit surtout d'autoriser les élus à communier à l'office religieux du 8 mai au matin avec leurs écharpes tricolores.

66. Archives municipales (AM) d'Orléans, procès-verbaux du conseil municipal d'Orléans, séance du 10 décembre 2020.

67. Le thème de la « repentance » est soulevé par la droite et l'extrême droite particulièrement à partir du soixantenaire de la répression meurtrière de la manifestation des indépendantistes algériens à Paris le 17 octobre 1961. « Droite et extrême droite condamnent la "repentance" du chef de l'État », *Le Monde*, 19 octobre 2021. L'accroissement de son usage dans le débat public ne doit cependant pas faire oublier que ce mot est employé au moins depuis les années 2000,

notamment pour décrire le rapport qu'entretiendrait une partie de la société française vis-à-vis de son passé colonial. Voir Daniel Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance coloniale*, Paris, Flammarion, 2006.

68. Discours de Serge Grouard, maire d'Orléans, 29 avril 2021.

69. Cindy Roudier-Valaud, « Les Fêtes johanniques ont commencé, hier soir, dans une version allégée, devant un public restreint », *La République du Centre*, 30 avril 2021.

70. « Un beau partenariat », *Le Canard enchaîné*, 27 avril 2021.

71. « France 3 censure un magazine sur Jeanne d'Arc », *Le Point*, 30 avril 2021.

72. « Le directeur de France 3 Centre-Val de Loire menacé de mort pour avoir refusé de diffuser un documentaire sur Jeanne d'Arc », *Le Figaro*, 10 mai 2021.

73. *Ibid.*

74. Les organisateurs cherchent à être assimilés au mouvement d'opposition aux mesures sanitaires portées par le gouvernement, auquel ils ont pu participer par ailleurs.

75. Mourad Guichard, « À Orléans, un climat politique de plus en plus délétère », *Magcentre* [en ligne], 9 mai 2021 : <https://www.magcentre.fr/211525-a-orleans-un-climat-politique-de-plus-en-plus-deletere/> [lien consulté le 10 mai 2023].

76. Joseph Korda, « À Orléans, des intermittents agressés », *L'Humanité*, 11 mai 2021.

77. « Orléans : un militant d'extrême-droite condamné pour des violences sur des intermittents », *Le Parisien* [en ligne], 7 janvier 2022 : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/orleans-un-militant-dextreme-droite-condamne-pour-des-violences-sur-des-intermittents-07-01-2022-JOPJPGZ665BM3GINHTGLYP7ZQI.php> [lien consulté le 10 mai 2023].

78. AM d'Orléans, procès-verbaux du conseil municipal d'Orléans, séance du 20 mai 2021.

79. *Ibid.*

80. Les liens supposés qu'entretiendrait la majorité de droite avec France Souveraineté demeurent l'objet de conflits, l'association ayant été autorisée plusieurs fois à organiser des conférences dans des locaux appartenant à la municipalité, pour y inviter des figures notoires de l'extrême droite, comme le polémiste antisémite, Pierre Hillard, ou le théoricien du « génocide vendéen », Reynald Sécher. « À Orléans, un nouvel appel à manifester contre une (nouvelle) conférence de France Souveraineté », *La République du Centre*, 8 avril 2023.

81. Entretien de Bénédicte Baranger avec l'auteur, Orléans, 3 avril 2023.

82. Bertrand Tillier, *La disgrâce des statues : essai sur les conflits de mémoire, de la Révolution française à Black Lives Matter*, Paris, Payot & Rivages, 2022.

83. « "Colon", "assassin" : après une manifestation, la statue Faidherbe taguée à Lille », *Le Parisien* [en ligne], 21 juin 2020 : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/colon-assassin-apres-une-manifestation-la-statue-faidherbe-taguée-a-lille-21-06-2020-8339598.php> [lien consulté le 10 mai 2023].

84. La politique mémorielle de Robert Ménard, maire apparenté RN de Béziers, a fait l'objet d'une étude complète. Richard Vassakos, *La croisade de Robert Ménard : une bataille culturelle d'extrême droite*, Paris, Libertalia, 2021.

RÉSUMÉS

Commémoration séculaire, les Fêtes de Jeanne d'Arc d'Orléans se sont vu attribuer un rôle défensif contre l'accaparement de l'héroïne par l'extrême droite, et particulièrement par le Front

national. À partir de 1989, le maire socialiste Jean-Pierre Sueur en fait le lieu de perpétuation d'une mémoire républicaine de Jeanne d'Arc. Cela n'empêche pas des groupes d'extrême droite d'intervenir à plusieurs reprises dans le déroulement des festivités, souvent par des actions brutales et très visibles. Cependant, à partir des années 2000, la municipalité accorde moins d'importance au combat antinationaliste ; une fraction radicale de la droite locale tend alors à revendiquer, avec de plus en plus d'insistance, un droit de regard sur l'organisation des fêtes, jusqu'à brouiller leur fonction de rempart aux idées réactionnaires.

An age-old commemoration, the *Fêtes de Jeanne d'Arc* in Orléans has been tasked with defending the national heroine against appropriation by far-right movements, in particular by the National Front. Since 1989, socialist mayor Jean-Pierre Sueur has worked to transform the festival into an occasion to honor the republican memory of Joan of Arc. This has not, however, prevented far-right activists from intervening on several occasions, often with highly visible and brutal actions. Starting in the 2000s, the municipality began to award less importance to the anti-nationalist struggle; a radical fraction of the local Right then started to claim, with increasing insistence, control over the organization of the festivities, ultimately subverting their defensive function against reactionary ideas.

INDEX

Thèmes : Varia

Keywords : far right, memory, commemoration, Joan of Arc, Orléans

Mots-clés : extrême droite, mémoire, pratiques mémorielles, Jeanne d'Arc, Orléans

AUTEUR

MARTIN LEFRANC

Martin Lefranc est agrégé d'histoire et doctorant en histoire contemporaine à l'université d'Orléans (laboratoire POLEN – EA 4710). Il mène, depuis septembre 2022, une thèse sur « Les pratiques mémorielles de l'extrême droite française : entre construction d'une identité collective et offensive culturelle (1962-2022) » sous la direction de Noëlline Castagnez. Ses recherches portent sur l'histoire de l'extrême droite française, la mémoire, les pratiques mémorielles et les usages politiques de l'histoire.